

Le mercredi 28 nov 2007

Abolir les devoirs

[Nathalie Collard](#)

La Presse

Les devoirs stressent les parents, selon une étude rendue publique lundi par Statistique Canada. Ce n'est pas une surprise. La plupart des parents le savent, l'heure des devoirs est rarement un moment idyllique de renforcement des apprentissages. Pour la plupart, il s'agit d'un passage obligé plus ou moins agréable, selon le degré de stress et de fatigue de chacun. Dans les pires cas, c'est un épisode cauchemardesque où parent et enfant s'affrontent dans un concert de cris, de pleurs et de grincements de dents.

Les arguments en faveur de l'abolition des devoirs sont suffisamment convaincants. À l'école primaire, on ne devrait pas donner des devoirs écrits à la maison. Tout au plus devrait-on prévoir une courte période d'étude. L'introduction des travaux écrits pourrait se faire en sixième année, question de préparer l'élève aux études secondaires.

Des recherches démontrent que l'enfant qui performe bien à l'école ne retirera pas grand-chose de la période de devoirs. Celui qui éprouve des difficultés, qui évolue dans un milieu défavorisé, ou dont les parents ne sont pas en mesure de l'aider risque pour sa part de ne pas faire ses devoirs ou alors de mal les faire. Dans les deux cas, l'exercice s'avère inutile. En outre, rien ne prouverait hors de tout doute qu'un enfant qui prend tôt l'habitude de faire des devoirs sera meilleur élève à l'école secondaire et à l'université. Au contraire, il y a un risque : celui de dégoûter l'enfant du travail scolaire individuel. Enfin, il a également été démontré qu'à la fin d'une journée d'école (et on ne parle même pas du service de garde et du trajet en autobus pour certains), l'enfant n'est plus en état d'apprendre. Il est crevé.

Quant aux parents, qui n'ont pratiquement pas vu leur enfant de la journée, ils n'ont souvent qu'une envie : passer du bon temps en famille. Pourquoi devraient-ils accepter l'intrusion de l'école qui vient en quelque sorte dicter la façon dont se déroulera le temps passé avec leur enfant ? La soirée devrait leur appartenir.

Il existe d'autres façons de « consolider les apprentissages » à la fin d'une journée. On parle beaucoup de compétences transversales. Or il existe des dizaines d'activités complémentaires à la portée des parents qui veulent accompagner leurs enfants : préparer les repas, jouer à un jeu de société, pratiquer un instrument de musique, visiter la bibliothèque municipale, etc. Parfois, même ne rien faire ensemble est un grand plaisir.

La période des devoirs est également un obstacle supplémentaire pour les parents qui désirent aider leur famille à lutter contre la sédentarité. Ce temps passé assis à compléter des exercices pourrait être consacré à la pratique d'un sport, à une promenade, à une séance de natation ou de patin...

Les enseignants insistent beaucoup pour que la société reconnaisse leurs compétences professionnelles. Soit. À condition qu'on reconnaisse aussi les compétences parentales. Aux parents de décider ce qu'ils feront de leur soirée.



Le lundi 26 nov 2007

La lecture dès le berceau!

Stéphanie Martin

Le Soleil
Québec

Il n'est jamais trop tôt pour initier un enfant à la lecture. Les chercheurs et les professionnels recommandent même de commencer au berceau... ou presque.

«On peut regarder un livre cartonné avec un petit bébé de 8 à 12 mois qui prend plaisir à regarder les images. Cela lui inculque déjà l'idée que dans les livres, il y a quelque chose d'intéressant», dit Carolyn Cronk, orthophoniste et professeure retraitée de l'Université de Montréal.

En effet, bien avant de pouvoir déchiffrer les lettres et lire les mots qu'elles forment, l'enfant doit être encouragé à manipuler les livres. «L'enfant peut être préparé avant l'école. Si un enfant n'a pas acquis un rapport aux livres et si, avant l'école, il n'est pas conscient des fonctions de l'écrit (entrer en communication avec d'autres, laisser des messages, mémoriser, etc.), il y a des risques qu'il ait plus de difficulté à apprendre à lire», souligne Zita De Koninck, professeure au département de langues, linguistiques et traduction de l'Université Laval.

Et cela peut avoir des répercussions importantes. «Les trois premières années du primaire, l'enfant apprend à lire. À partir de la quatrième année, il doit savoir lire pour apprendre, ce qui signifie qu'il doit pratiquement doubler sa vitesse de lecture. S'il n'est pas bien préparé, il prend rapidement du retard», indique la professeure De Koninck.

Des études ont d'ailleurs démontré que la fréquentation des livres en bas âge favorise l'acquisition de vocabulaire et, par ricochet, la réussite scolaire, soutient Mm Cronk. Quand on sait que 50 % des décrocheurs au secondaire sont des jeunes qui n'ont pas bien appris à lire, on reconnaît l'importance de favoriser assez tôt leur goût pour les bouquins.

Et cela peut se faire de plusieurs façons. D'abord, insiste Mme De Koninck, les messages qui sont véhiculés autour du livre dès la plus tendre enfance sont très importants. «Si l'enfant reçoit des messages négatifs comme : "Va-t-en dans ta chambre et lis!", la lecture n'est pas présentée comme quelque chose d'agréable, mais comme une punition.»

Il est indéniable que l'adulte joue un rôle de modèle. «S'il voit un adulte qui lit et qui y prend du plaisir, il y a de fortes chances que l'enfant ait aussi le goût de lire.»

Une affirmation qui trouve écho dans un document sur le langage écrit chez les jeunes, publié par l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec, en janvier 2007. «Tous les acteurs qui gravitent autour de l'enfant (membres de la famille et intervenants dans les milieux de vie de l'enfant) peuvent jouer un rôle primordial dans la promotion de l'éveil à l'écrit», lit-on.

Saisir les occasions

Aujourd'hui, l'imprimé est partout. Autant en profiter! Le simple fait de lire avec eux les

pancartes ou les boîtes de céréales peut contribuer à éveiller un intérêt chez les tout-petits, ajoute Zita De Koninck. Quand ils font des dessins, on peut saisir l'occasion d'y associer les mots correspondants et même de les aider à les tracer. Vers quatre ou cinq ans, les bambins adorent les comptines et leurs sonorités amusantes. Les exposer à ce genre de stimulation contribue aussi à en faire des futurs lecteurs aguerris.

Plus que de nommer les objets qui sont représentés dans les bouquins, il faut aussi faire appel à l'imagination de l'enfant. Par exemple, en lui demandant d'anticiper ce qui se passera à la page suivante, suggère Mme De Koninck.

Évidemment, l'apprentissage de la lecture commence par l'acquisition de vocabulaire. Et la meilleure façon de faire en sorte que notre enfant ait un langage riche est de prendre le temps de s'asseoir avec lui et de parler. Et quel endroit s'y prête mieux qu'autour d'une table? «Les heures de repas sont reconnues dans les recherches comme des moments privilégiés parce que les enfants sont en interaction soutenue avec les parents. Il faut partager des expériences», recommande Zita De Koninck.

«On ne s'imagine pas tous les beaux souvenirs que l'on crée avec l'enfant dans ces moments de complicité, de partage autour d'un livre, affirme Carolyn Cronk. C'est aussi le fait que le parent donne une attention toute particulière à l'enfant. Et quelle fierté pour un enfant qui dit : "Comme un grand, moi, je lis un livre!"»



Le mercredi 28 nov 2007

Bulletins scolaires: retour aux chiffres

CYNTHIA ST-HILAIRE

La Voix de l'Est

Granby

Les parents auront droit à un bulletin simplifié, cette année. Et ils pourront comparer les résultats de leur enfant avec ceux des autres.

La commission scolaire du Val-des-Cerfs, malgré le peu de temps qui lui a été alloué, a réussi à répondre aux demandes de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Cette dernière souhaitait que le libellé des compétences (savoir lire, savoir écrire...) soit simplifié, que le bulletin soit chiffré et qu'une moyenne de groupe y figure. Ces moyennes avaient été abolies avec l'implantation du renouveau pédagogique au début des années 2000.

Les premiers élèves du renouveau, aujourd'hui en 3e secondaire, verront donc apparaître pour la première fois une moyenne sur leur bulletin. Ce qui n'est pas nécessairement une bonne chose, selon la directrice des services éducatifs, Louise Brodeur. «Je ne vois pas en quoi une moyenne va aider les enfants. Celui qui est le meilleur sur 29 sera peut-être content, mais celui qui est 29e, je ne sais pas s'il va être aussi content. C'est bien plus pour répondre à une demande des parents que la ministre est revenue aux moyennes», considère-t-elle.

L'inscription d'une moyenne pour chaque matière s'avère également une nouveauté. Avant, les enseignants attribuaient une lettre pour noter chaque compétence (il y en a environ trois par matière) ce qui les empêchait de faire une moyenne. Une table de conversion a été fournie aux professeurs afin qu'ils puissent transformer les lettres en pourcentage.



Le mercredi 28 nov 2007

L'école du vivre ensemble?

[Rima Elkouri](#)

La Presse

L'école est le meilleur lieu pour apprendre à vivre ensemble, faisaient valoir hier, devant la commission Bouchard-Taylor, les représentants de différentes commissions scolaires. Mais est-ce toujours le cas?

Vous vous rappelez sans doute le tollé suscité par la décision du gouvernement Charest de financer à 100% des écoles privées juives, en janvier 2005. Le tollé avait été tel que le gouvernement avait dû faire volte-face. Cette affaire avait soulevé des questions essentielles sur le financement public des écoles ethnoreligieuses au Québec, qui isolent des proportions importantes d'enfants de certaines communautés. Questions qui sont vite tombées dans l'oubli, malheureusement. La controverse s'est envolée et ce non-sens qu'est le financement public d'écoles qui pratiquent la séparation ethnique et religieuse est resté.

Près de trois ans plus tard, la controverse envolée réatterrit aux audiences de la commission Bouchard-Taylor, même si elle fait bien sûr moins de bruit que d'autres questions jugées plus brûlantes. Et on se prend à espérer que les commissaires, dans le rapport qu'ils remettront au premier ministre le 31 mars prochain, puissent enfin sonner le glas du financement des écoles ethnoconfessionnelles au Québec.

Une école qui n'est pas ouverte à tous ne devrait pas avoir de financement public, faisait valoir devant la commission, lundi, Louis Rousseau, professeur au département de sciences des religions de l'UQAM. Il a bien raison, même si, devant cette salle quasi vide du Palais des congrès où se déroulent les travaux de la Commission cette semaine, on avait l'impression qu'il prêchait dans le désert.

On a choisi de laïciser le système scolaire en l'an 2000. On a choisi de refuser le modèle «communautarien». On a choisi de faire de l'école le creuset par excellence d'une culture citoyenne commune. On a choisi de remplacer l'enseignement religieux confessionnel par un programme d'éthique et de culture religieuse. Il faut donc être conséquent. Il faut que cela se reflète dans toutes les politiques publiques et que l'on cesse de financer des écoles réservées aux membres d'une communauté particulière.

Et les écoles privées catholiques, alors? Bonne question. Serons-nous placés devant un autre cas où la laïcité prônée le serait uniquement pour les groupes minoritaires? Louis Rousseau a proposé une réponse intéressante à cette question en suggérant de tenir compte du critère de «l'exclusivisme». Sous cette loupe, les écoles privées catholiques ne posent pas problème, dans la mesure où il ne s'agit pas d'écoles réservées aux membres d'une seule communauté. Car le but visé, rappelons-le, n'est pas de mettre à la porte toute trace de passé religieux, mais bien de faire de l'école le vecteur par excellence d'une culture commune.

«L'école publique est le lieu privilégié pour l'intégration des élèves immigrants qui la fréquentent», faisait valoir avec justesse, lundi, le Syndicat de l'enseignement de l'ouest de Montréal. «L'existence même de ces écoles est un non-sens, va à l'encontre du principe même d'intégration et ne contribue aucunement à l'harmonisation des cultures. Bien au contraire, ces écoles favorisent davantage la ghettoïsation et parfois l'intolérance», lit-on dans le mémoire soumis à la commission. En fait, le non-sens,

c'est surtout le financement public de ce type d'école. Il est illogique que l'État encourage la fréquentation d'écoles communautaristes qui vont à l'encontre des grandes orientations qu'il s'est données. Il ne peut faciliter la ségrégation scolaire pour les uns et vanter les mérites de l'école commune pour les autres. Si un parent tient à tout prix à envoyer son enfant dans une école juive ou grecque ou musulmane, c'est bien sûr son droit. Mais l'État n'a pas à payer pour ce choix.

Entendu à la Commission...

Cette phrase qui m'a fait sursauter: «Dans les écoles de quartiers pauvres, on ne donne pas d'examens à la fin du mois parce que les enfants ont faim...

- Pouvez-vous le répéter plus fort?» a demandé le commissaire Gérard Bouchard à Denyse Lacelle, du Conseil communautaire de Côte-des-Neiges/Snowdon.

Comme quoi, oui, oui, il y a sans doute un peu plus criant que le problème du vote en burqa au Québec.

La question qui tue...

En fin de journée hier, une jeune femme de 18 ans, Sarah Assoum, se présentant comme une Québécoise musulmane de Boucherville qui lit Michel Tremblay, qui aime le Québec et qui veut comprendre l'origine de la crise des accommodements, s'est adressée à Charles Taylor avec une certaine candeur.

«Vous ne trouvez pas que c'est de la généralisation? a-t-elle demandé, en faisant référence à la diabolisation de l'islam.

- Les gens sont très ignorants. Il faut combattre ça.

- Comment on peut combattre ça?»



Le lundi 26 nov 2007

Cuisine 101 dans les écoles

[Silvia Galipeau](#)

La Presse

C'est l'histoire d'un prof de sixième année fatigué de voir ses élèves arriver en classe le ventre vide, avec parfois pour dîner une unique saucisse dans le fond de leur sac. Fatigué, aussi, de l'omniprésence de la malbouffe, il a décidé de mettre sur pied un cours de cuisine.

C'était il y a six ans. Objectif? La cuisine comme dans la vraie vie: des courses au supermarché, avec comparaison des prix, recherche du meilleur rapport qualité/quantité/prix, lecture des recettes en classe, préparation des aliments, jusqu'à la cuisson à proprement parler. Résultat: à chaque fin de mois, depuis maintenant six ans, chaque élève de sa classe ramène à la maison un repas complet pour sa famille. Un pâté chinois aux lentilles, une salade et une gelée de fruits, par exemple. Pour nourrir 54 familles (deux classes jumelées), faire 280 repas (certaines familles comptent plus de 10 personnes dans cette école plutôt défavorisée), cela lui coûte entre 700 et 800\$ par mois. Bref, le souper coûte moins de 15\$ par famille.

Maintenant financé

S'il a commencé par tout payer de sa poche, l'enseignant reçoit aujourd'hui un financement des marchés d'alimentation locaux et d'un groupe communautaire du coin (La Tablée des chefs).

Cette initiative de Pierre Samuel, de l'école Les Quatre-Vents, à Laval, vous inspire? Vous aimeriez en savoir davantage, voire implanter quelque chose de semblable dans la vôtre?

Rien de plus simple. Hier, dans le cadre du 20e congrès pédagogique de l'Association québécoise des enseignants du primaire, l'organisme sans but lucratif Jeunes Pousses lançait justement son dernier projet: Zoom sur les pratiques alimentaires, un carrefour d'information internet.

Sur jeunespousses.ca, des vidéos d'initiatives semblables, mises sur pied dans des écoles et Centres de la petite enfance du Québec, seront mises en ligne. L'objectif est de faire connaître ces expériences, histoire de motiver d'autres enseignants (voire des écoles entières) à faire de même.

Occasions pédagogiques

Concrètement, le site, encore au stade embryonnaire, prévoit offrir des outils pour faciliter la mise en place de projets semblables (liens internet, livres, outils pédagogiques), tout en rendant explicites les occasions pédagogiques, grâce à l'aide de Robert David, de la faculté d'éducation de l'Université de Montréal.

Dans ce cas-ci, le français (avec la lecture des recettes) et les mathématiques (en calculant les quantités, les proportions) ont été intégrés.

«Nous tombons pile avec la nouvelle politique-cadre du gouvernement (visant l'abolition de la malbouffe dans les écoles dès janvier, et l'implantation de saines

habitudes de vie). Nous, ce qu'on veut, c'est outiller les milieux», a résumé hier Martine David, coordonnatrice générale de l'organisme Jeunes Pousses, financé par la Fondation Lucie et André Chagnon, Inukshuk Sans-fil et Industrie Canada, entre autres.

Jusqu'ici, outre le projet de l'école Quatre-Vents de Laval, les curieux pourront aussi découvrir l'initiative de l'école Notre-Dame de Saint-Joseph de La Prairie («Des semis au marché»), et celle de l'école Masson de Danville («Pour goûter»).

Pour en savoir plus: jeunespousses.ca



Le mercredi 28 nov 2007

Dispense d'Halloween et plats végétariens

[Laura-Julie Perreault](#)

La Presse

Ils ne demandent qu'à réaliser leurs rêves, disent-ils. Alors pourquoi les immigrés éprouvent-ils tant de difficulté à décrocher un emploi? Le milieu des affaires devrait-il s'inspirer des écoles multiethniques? Avec près de 900 demandes d'accommodement, la Commission scolaire de Montréal fait figure de championne de l'intégration.

Une crise! Quelle crise? Même si la Commission scolaire de Montréal a reçu 894 demandes d'accommodement pour des motifs religieux dans la dernière année, ses porte-parole sont loin de crier au loup. Hier, ils ont dit à la commission Bouchard-Taylor qu'à part quelques inconvénients, tout se passe bien dans les écoles multiethniques de Montréal.

«La diversité dans nos écoles est une force. Ce n'est pas une source importante de conflit», a dit Diane De Courcy, la présidente de la CSDM aux commissaires Gérard Bouchard et Charles Taylor, lors de la deuxième journée des audiences publiques montréalaises.

Les 106 000 élèves de cette commission scolaire proviennent de 191 pays et parlent 151 langues. Seulement 50% d'entre eux ont le français comme langue maternelle.

Confrontée à cette diversité depuis de nombreuses années, la CSDM s'est munie d'outils pour répondre aux demandes d'ajustement, formulées dans plus de 60% des cas par les parents. La grande majorité des requêtes fondées sur la religion font l'objet d'une négociation entre les écoles interpellées et les demandeurs. «Nous voulons absolument maintenir notre approche de réciprocité», a noté Mme De Courcy hier.

C'est grâce à cette approche donnant-donnant qu'une requête pour servir de la viande halal dans les cafétérias de la CSDM a été réglée. Plutôt que d'acheter du boeuf préparé selon les rites musulmans, la CSDM a décidé d'offrir des menus végétariens dans ses établissements. L'affaire s'est terminée par une poignée de main.

Un grand sondage mené par la CSDM auprès de 147 de ses écoles démontre que 77% des demandes d'accommodement ont été acceptées au cours de la dernière année. Aucun des refus n'a donné lieu à une plainte devant la Commission des droits de la personne et de la jeunesse.

Parmi les ajustements pour motifs religieux relevés par la CSDM, le droit de ne pas participer à une fête thématique, et tout particulièrement à l'Halloween, ou à une sortie éducative, ont été les plus récurrents. Les demandes d'exemption d'une activité à la piscine sont arrivées en troisième.

Salles de prière: la controverse continue

Si la CSDM s'est félicitée de l'harmonie qui règne dans ses écoles à l'égard de la diversité religieuse, elle demande néanmoins au gouvernement provincial de légiférer dans trois domaines. «Dans les cas des lieux de prière, nous considérons que l'institution scolaire est laïque et que ce type de permission ne nous apparaît pas

approprié. Nous recommandons également de refuser tout accommodement relativement au port de symboles religieux pouvant empêcher d'identifier les individus (soit le niqab et la burqa qui cachent le visage) et enfin, de régler la question des congés payés consentis à certains membres du personnel pour motif religieux», a dit Mme De Courcy aux commissaires.

La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, qui a aussi présenté un mémoire hier, interdit elle aussi le port du niqab et de la burqa à ses élèves, ses employés et ses enseignants et refuse d'accorder des locaux de prière, par manque d'espace, mais ses dirigeants ne croient pas nécessaire d'imposer des lois.

Pendant, cette commission scolaire, qui compte une majorité d'enfants dont au moins un des parents est né à l'étranger, appelle aussi le législateur à prendre position, notamment en mettant de côté le multiculturalisme à la canadienne pour renforcer le modèle utilisé par le Québec, celui de l'interculturalisme. «L'approche interculturelle nous permet de vivre ensemble sans perdre nos repères, dans le respect de la diversité, mais aussi du patrimoine culturel et religieux du Québec», a dit aux médias le directeur général de la commission scolaire, Yves Sylvain.

Tout comme la CSDM, M. Sylvain a peint un portrait positif des pratiques d'accommodement religieux et ce, malgré l'attention médiatique que s'est attirée récemment la commission scolaire qu'il dirige. Marguerite-Bourgeoys a été directement visée quand la Cour suprême a permis à un jeune sikh de LaSalle de porter le kirpan à l'école.

Conflit qui perdure à McGill

Abordant aussi la question des accommodements raisonnables dans les institutions d'éducation du Québec, un représentant de l'Association des étudiants musulmans de l'Université McGill, José Correa, est venu dénoncer devant la commission le refus de leur université de leur accorder un local de prière. Il a reconnu cependant que l'association étudiante leur fournit un endroit de recueillement temporaire. Ce dernier est cependant situé à côté d'un bar. «On s'en accommode, mais c'est vrai que c'est un peu bruyant», a-t-il dit aux journalistes hier.

Son témoignage devant les commissaires a été interrompu par un individu déguisé en rabbin qui a interprété une chanson de John Lennon avant de quitter la salle.

Ce qu'ils ont dit...

Andrée Ménard, directrice générale du PROMIS, organisme qui travaille auprès des nouveaux arrivants de Côte-des-Neiges. Plus de 35 000 personnes reçoivent leurs services chaque année.

«L'intégration professionnelle des immigrants doit être une priorité; l'intégration sociale aussi afin que ceux qui viennent s'installer ici ne restent pas des immigrants toute leur vie.»

Gaétan Châteauneuf, Conseil central de la CSN Montréal

«Les femmes des communautés culturelles sont moins présentes sur le marché du travail. Elles accompagnent souvent leurs maris, viennent de cultures différentes, mais sont diplômées en grand nombre. Nous devons faire des avancées dans ce domaine-là.»

José Correa, Association des étudiants musulmans de l'Université McGill

«Il y a des étudiants de partout dans le monde qui sont ici et qui sont témoin de l'ouverture de notre société. Imaginez comment ils nous voient quand nous leur

refusons un endroit de prière dans des institution supposément éclairées comme l'Université McGill.»

Majdouline Choury, Association des jeunes professionnels marocains
«C'est insulter les femmes de dire qu'elles portent le voile par militantisme contre l'égalité des sexes. Elles disent non à la société qui font des femmes des objets sexuels.»

Raymonde Folco, députée libéral de la circonscription fédérale de LavalLes Îles, au sujet d'un rapport sur les accommodements raisonnables auquel elle a participé en 1992

«On a la fâcheuse habitude au Québec de faire des travaux qui restent sur des tablettes. Dans le mémoire de 1992, nous propositions déjà des solutions concrètes à différentes demandes d'accommodement», a dit la députée après la présentation de son mémoire devant la commission.

Sarah Assoum, adolescente musulmane de 18 ans, vivant à Boucherville
«La religion, ce n'est pas de la liberté d'expression? Moi, je pense que oui. Si on finit par baliser la religion, on pile sur la liberté d'expression.»

Yara El-Ghadban, doctorante en anthropologie, Université de Montréal
«Au lieu de neutraliser Noël, il faut plutôt pluraliser le calendrier. «

À VENIR: les audiences reprennent ce matin au Palais des congrès.

À SURVEILLER: les mémoires de la communauté sikhe de Montréal, du CLSC de Parc-Extension et du CSSS de la Montagne, qui regroupe les établissements de santé du centre-ville de Montréal, de Côte-des-Neiges et de Parc-Extension.



Le dimanche 25 nov 2007

Vaincre les aversions alimentaires des enfants

Jacinthe Côté

La Presse

Collaboration spéciale

Josée Létourneau se demande comment aider son plus jeune enfant à surmonter ses aversions alimentaires. Elle n'arrive pas à lui faire consommer suffisamment de légumes et de fruits quotidiennement. Elle ne sait pas si elle manque de pouvoir de persuasion ou tout simplement s'y prend mal.

Avant de remettre en question vos talents de mère, sachez que tout être humain ressent des émotions partagées face à un nouvel aliment. C'est un mélange d'intérêt (néophilie) et de peur (néophobie) face à l'inconnu.

On interprète souvent cette réaction d'évitement et de répugnance à vouloir goûter à un aliment nouveau comme un caprice ou un signe de mauvais caractère. On peut toutefois argumenter que c'est un bon réflexe de protection. Car le nouvel aliment peut s'avérer une source prometteuse de nutriments, mais il peut aussi contenir des substances toxiques qui causent des intolérances et même la maladie.

La néophobie alimentaire apparaît généralement chez les enfants de 18 à 20 mois. À ce stade de leur développement, leur mobilité grandissante leur permet d'explorer leur environnement, de décider ce qu'ils veulent et ne veulent pas manger. Ce comportement est passager et tend à disparaître vers l'âge scolaire (7 ou 8 ans).

Cela dit, en tant que parent, vous pouvez aider votre enfant à passer à travers cette phase tout en lui permettant d'acquérir de saines habitudes alimentaires. La solution est simple mais demande des efforts. Il faut exposer l'enfant de façon quotidienne et répétée à de petites quantités d'aliments nouveaux ou moins appréciés (souvent les légumes et les fruits).

Il est important de persister dans votre démarche, et ce, malgré les rejets. Le changement de perception par rapport à un aliment et l'augmentation de sa consommation peuvent prendre jusqu'à deux ou trois semaines avant de se manifester. Si votre enfant est plus âgé, il se peut que la période d'exposition soit plus longue.

Il ne faut pas désespérer, car vos efforts seront récompensés en voyant votre enfant et votre famille apprécier de plus en plus une alimentation saine et variée.

Eau et lait de coco

J'aimerais revenir sur la chronique de la semaine dernière qui portait sur l'eau de coco, ce liquide blanchâtre que l'on trouve naturellement au coeur de la noix de coco. Tout au long du texte, on a malheureusement utilisé par erreur le terme «lait de coco» en faisant référence à ce liquide. Selon le *Grand Larousse gastronomique* (Larousse, 2007) et *L'encyclopédie visuelle des aliments* (Chariot d'Or, 2005), le lait de coco est le liquide crémeux et très riche en matières grasses, mais légèrement sucré, obtenu en broyant et en pressant la pulpe (chair blanche) du fruit. Ce produit est la base de la cuisine thaïlandaise, indienne et caraïbéenne dans laquelle il sert à ajouter saveurs et texture aux soupes, aux caris et aux desserts. Ce produit ne devrait absolument pas

être utilisé comme boisson de réhydratation.



Le samedi 24 nov 2007

Un guide pratique des poissons à éviter

[Stéphanie Bérubé](#)

La Presse
Montréal

Mangez du poisson, disent les médecins, c'est bon pour la santé. Pas si sûr selon un nouveau Guide canadien des poissons et fruits de mer, le tiers des poissons couramment consommés au Canada serait à éviter et un autre tiers aurait une origine «préoccupante».

Des groupes environnementaux, dont la fondation David Suzuki et le Sierra Club du Canada, sont derrière la publication de ce premier guide pour les consommateurs qui veulent aller au-delà du goût. Selon eux, il ne suffit pas de vérifier si le poisson contient ou non des contaminants, il faut s'assurer qu'il a été pêché dans les règles de l'art. Dans la mer ou en aquaculture.

«Les consommateurs entendent parler de la pêche durable et ils veulent poser des questions, ils veulent en savoir davantage sur le poisson qu'ils achètent», explique Jay Ritchlin, de la Fondation David Suzuki.

Leur guide est on ne peut plus simple d'utilisation. Trois catégories, vert, jaune, rouge, qui aident les consommateurs à faire des choix écologiques. Une version francophone, imprimée à 25 000 exemplaires, a été envoyée au Québec. On peut aussi consulter ce guide en ligne au www.seachoice.org

Les indications du guide ne sont pas très rassurantes: l'aiglefin, le caviar d'esturgeon, les pétoncles de mer, le saumon chinook d'aquaculture et la crevette tigrée sont tous à éviter. Ainsi que 16 autres poissons et fruits de mer. Parmi les raisons invoquées pour les mettre au ban, une mauvaise gestion des stocks et la possibilité de déclarer l'espèce en voie de disparition. Certaines espèces sont en plus accompagnées d'un logo précisant qu'elles peuvent contenir trop de mercure, de dioxines, de BPC ou de pesticides. De quoi rapidement faire passer une envie de bisque de fruits de mer.

Fort bien, dit Éric Vigneau, poissonnier originaire des Îles-de-la-Madeleine. Selon lui, plus le consommateur sera informé sur les conditions dans lesquelles ont été pêchés ses poissons, plus il fera des choix avertis. Lui-même est ultra-conscientieux lorsqu'il fait les achats de sa poissonnerie Fraîcheur des Îles, de Brossard. Pas de crevette de Chine, pas de pétoncles contenant des additifs. «Je viens d'une famille de pêcheurs ; c'est important de savoir d'où vient le poisson qu'on mange», dit-il en précisant que peu de consommateurs s'informent de la provenance avant l'achat.

Consommation en hausse

La consommation de poisson est à la hausse au Canada depuis 10 ans, portée par les bénéfices liés aux oméga-3, présents dans les poissons gras, tel le saumon. Le Guide alimentaire canadien recommande de consommer au moins deux portions de poisson par semaine. Santé Canada limite toutefois la consommation de thon blanc pour les femmes enceintes et les enfants, à cause du taux de mercure qu'il peut contenir.

Selon Éric Vigneau, les bénéfices de la consommation de poisson surpassent largement les risques liés à la présence de dioxine. À condition de bien choisir son souper.

Le guide recommande d'ailleurs de se renseigner avant d'acheter un poisson. Quitte à être le client difficile au restaurant qui demande au serveur la provenance du tilapia au menu ou qui veut savoir si les huîtres sont sauvages ou cultivées. Par ailleurs, il y a fort à parier que le serveur ne possède pas ce genre d'information. «C'est vrai et c'est précisément ce que nous voulons changer, dit Jay Ritchlin. Si les consommateurs demandent à répétition à leurs épiciers et leurs restaurateurs d'où viennent leurs poissons, leurs questions finiront par remonter la chaîne d'approvisionnement. Les restaurateurs demanderont ensuite à leurs distributeurs la provenance de leurs produits. Nous, en tant que consommateurs, nous avons un petit pouvoir parce que nous achetons une petite quantité de poissons. Eux en achètent des tonnes. Ils ont le pouvoir de faire changer l'industrie de la pêche.»

CHRONIQUE

MARIO BOULIANNE

mboulianne@ledroit.com



Les médias dans la rue

La tradition se continue alors que des centaines de bénévoles solliciteront votre générosité à plusieurs intersections de la région dans le cadre de la Grande guignolée des médias, qui se tiendra le jeudi 6 décembre, de 6 h à 9 h.

Au fil des ans, la Grande guignolée a permis à des centaines de familles de l'Outaouais de passer un temps des Fêtes plus heureux. Des tonnes de denrées, des jouets et des milliers de dollars transformés en paniers de provisions ont été amassés.

Tous les médias de la région se donnent la main lors de cette journée. On laisse de côté les cotes d'écoutes et les premiers pour ne penser qu'à ceux et celles qui vivent des moments difficiles, surtout à l'approche de Noël.

Au total, 350 bénévoles seront à leur poste à 15 intersections différentes de la Ville de Gatineau. Presque tous les secteurs de la ville sont couverts par la Grande guignolée.

Les bénévoles vous attendront à deux intersections de Buckingham, cinq à Gatineau, trois à Aylmer et cinq à Hull.

En Outaouais, la Grande guignolée des médias regroupe 16 entreprises de presse, huit organismes communautaires, 350 bénévoles et 235 autobus de la STO.

Je sais bien que nous ralentissons un peu la circulation, mais je vous demande d'être courtois et surtout généreux. À chaque année, la Grande guignolée est une grande fête de la solidarité. Malgré que la générosité des gens de l'Outaouais soit bien connue, je suis toujours surpris de voir à quel point vous avez le cœur sur la main.

Je vous rappelle que votre générosité ne se mesure pas. Si vous ne pouvez pas donner ou si vous avez simplement oublié, un simple sourire suffit pour nous encourager.

D'ailleurs, vous pourrez toujours faire un don jusqu'au 21 décembre, et ce, chez les Amis de la guignolée. Les pharmacies Jean Coult, la Banque Laurentienne et HBC acceptent vos dons en argent ou en denrées. Vous pouvez obtenir toute l'information nécessaire en visitant le site Internet www.lagrandeguignoleedesmedias.com.

À SURVEILLER :

Un souper bénéfique suivi d'une soirée latine aura lieu ce vendredi dès 18 h, à la salle des Chevaliers de Colomb du 635, boulevard de La Gappe à Gatineau. Les profits de la soirée serviront à financer le voyage d'un groupe de 30 jeunes gatinos et leurs accompagnateurs qui iront au Guatemala en janvier afin d'appuyer l'orphelinat d'une petite communauté maya. Pour information, communiquez avec Nathalie Brunette au 819-643-0644.



Une soirée magique

Ça fait du bien de dire merci. Et dimanche soir, à la salle Odyssée de la Maison de la culture, les membres de la Commission Gatineau, ville en santé ont remercié plus de 300 personnes qui, grâce à leur engagement, ont permis à leurs concitoyens d'avoir la vie un peu plus facile. Lors du Gala Hommage, neuf groupes communautaires ont ainsi été honorés. Depuis quatre ans maintenant, la Commission présidée par le conseiller municipal Pierre Phillon souligne le travail, l'engagement et l'originalité de plusieurs projets communautaires. Cette soirée a aussi permis de mettre en vedette des artistes de la région. La troupe de danse Colci-dance, l'ensemble vocal Adagio, le groupe EKO, la chorale Les Petits chanteurs des Draveurs et l'auteur-compositeur-interprète Guillaume Guilbault ont tour à tour charmé les personnes présentes. J'ai eu le plaisir d'animer cette soirée en compagnie de Marjorie Vallée, de TagRadio. J'avoue que je me suis beaucoup amusé sur scène avec Marjorie, une fille d'une très grande générosité. Bravo à tous les gagnants et j'espère que l'exemple de ces bénévoles engagés donnera des idées à plusieurs de nos concitoyens. C'est cette solidarité qui permet à notre communauté de développer le dynamisme qu'il faut pour améliorer la qualité de vie de toute la population. Sur la photo, Guillaume Guilbault, le groupe EKO (à droite) et Marjorie (à gauche) ont uni leur voix lors de la chanson finale.

Journée mondiale du sida

Le défi est toujours grand mais les responsables de la 17e journée mondiale contre le sida espèrent avoir déniché un bon moyen de rejoindre la population et ainsi poursuivre la sensibilisation contre le sida.

En collaboration avec la Ville de Gatineau et le réseau des bibliothèques publiques de l'Outaouais, plus de 5000 signets seront distribués, au cours des six prochains mois, dans l'une ou l'autre des 62 biblios de la région.

Les signets en question, il en existe trois versions différentes, véhiculent tous un message de prévention contre les risques de contraction et de transmission du VIH ainsi que d'autres ITSS (infections transmises par le sexe et le sang).

Travailleuse sociale au Centre d'immunodéficience de l'Outaouais, Nancy Brousseau estime que les outils de sensibilisation comme la Journée mondiale contre le sida qui aura lieu samedi, ont toujours leurs raisons d'être puisque le portrait de la maladie change.

L'Agence de santé publique du Canada évalue en effet que le nombre de personnes ayant contracté le VIH à la suite de relations hétérosexuelles non protégées est presque aussi important que la statistique ayant trait aux relations homosexuelles non protégées, soit 40 % contre 32 %.

M^{me} Brousseau attribue cet état de fait à la "pensée magique" (pas

à moi) qui a encore prise parmi la population, mais aussi à des facteurs comme les fausses croyances, une éducation à la sexualité déficiente et certains changements dans les valeurs de la société.

En Outaouais, on compte environ 800 personnes atteintes du VIH, ce qui place la région au troisième rang au Québec.

35 ans de carrière

Le chef d'antenne de Radio-Canada dans la région, Michel Picard, célèbre cette année ses 35 ans de carrière.

Avant de prendre la barre du *Téléjournal*, Michel a été longtemps à la radio de la société d'État.

Pendant toutes ces années, Michel s'est engagé auprès de nombreuses causes. Outre son travail, qui est sa grande passion, on l'a souvent vu appuyer bon nombre d'organismes communautaires.

Communi-cateur, Michel est également un homme de cœur et d'une grande générosité.

Merci Michel et félicitations pour ce parcours sa faute. On te souhaite encore de nombreuses années devant la caméra de Radio-Canada.

Un 7^e téléthon

Le club Lions du secteur Buckingham espère amasser quelque 70000\$ lors de la septième édition de son téléthon des paniers de Noël, qui sera diffusé le 2 décembre, de midi à 21 h, sur les ondes de la télé communau-

taire TVC 22 (Illico 9).

L'an dernier, l'événement a permis de recueillir plus de 65000\$ et ainsi permettre la distribution de 244 paniers de provisions à des familles démunies de la région de Buckingham, Masson-Angers et L'Ange-Gardien. L'édition 2007 du téléthon sera sous la présidence d'honneur de Jean Larose, copropriétaire de l'Encan Larose.

Une partie des dons reçus lors du téléthon servira également à remettre un cadeau aux patients de l'hôpital de Papineau de

même qu'aux résidents des centres d'hébergement pour aînés, en plus d'aider la table de Bethléem ainsi que l'organisme des Petits déjeuners du Québec, qui sert des repas le matin aux enfants dans les écoles.

Au cours des neuf heures d'animation présentés par des animateurs de la FM Parlé 104,7, une vingtaine d'artistes et groupes musicaux de la région se relaieront sur la scène, dont Ricky Paquette, Châkidor, Jason Roos et la formation Classy plays the Beatles.



Il a tenu promesse

L'homme d'affaires Eugène Tassé a tenu promesse. La semaine dernière, il a remis la dernière tranche de sa promesse de don de 100 000 \$ à la Fondation du CSSS de Gatineau. Sur la photo, il remet un chèque de 20 000 \$ à Suzanne Carrière, directrice générale de la Fondation, en compagnie de sa fille, Lucie Tassé.



Le dimanche 11 nov 2007

Des livres pour jeunes lancés à la veille du Salon du livre

Presse Canadienne
Montréal

À quelques jours de l'ouverture du 30e Salon du livre de Montréal, les jeunes lecteurs peuvent déjà savourer plusieurs nouveaux bouquins dont ceux de India Desjardins, Tristan Demers et Rana Lee.

India Desjardins propose le quatrième tome de sa série *Le journal d'Aurélie Laflamme*, l'ado qui fait face aux nombreux problèmes des jeunes de sa génération.

Dans ce quatrième tome, Aurélie passe de l'école privée à l'école publique et ne sait pas quoi porter le matin, elle qui avait l'habitude du même uniforme. De plus, elle doit affronter sa pire ennemie.

Les ventes de la série ont dépassé le cap des 100 000 exemplaires.

Par ailleurs, la maison d'édition Pirouli lance *Nana, qu'est-ce que tu en dis?*, le premier d'une série de trois livres pour enfants, écrits et illustrés par la chanteuse de jazz Raneé Lee.

Le livre qui vise les 5-12 ans traite du lien affectif entre les petits-enfants et leurs grands-parents.

Le conte est inspiré de la vie de Raneé Lee et de l'une de ses chansons, *Nana, What Do You Say?*.

Pirouli est une jeune maison d'édition québécoise qui publie des collections de livres jeunesse, dont *Aïxa Châteaux de sable* et *Aïxa Châteaux de neige*, traduite en quatre langues.

Enfin, un nouvel album de Gargouille intitulé *Tranches de rires!* se retrouve aussi sur le marché. Dans ce livre de 37 pages, l'auteur Tristan Demers fait voyager dans le temps le héros de la BD québécoise.

Gargouille profite du sable chaud et se retrouve dans de drôles de situation.

Pour la première fois, le livre de Demers est publié chez Boomerang Éditeur jeunesse.



Le mercredi 28 nov 2007

À la commission scolaire de Montréal, on s'accommode assez bien

Jean-François Cliche

Le Soleil

Montréal

À la commission scolaire de Montréal (CSDM), dont les 106 000 élèves proviennent de 193 pays, les accommodements raisonnables sont accordés par centaines chaque année. S'il est un endroit où l'anarchie annoncée par certains devrait se produire, c'est bien là-bas. Mais on est très loin du compte, a rassuré mardi sa présidente, Diane De Courcy, qui demande tout de même l'intervention du gouvernement sur trois points.

D'après une étude interne, les 145 établissements de la CSDM ont reçu 894 demandes d'accommodement au cours de l'année scolaire 2006-2007, dont 77 % ont été acceptées. Malgré tout, «les relations interculturelles ne représentent pas une source importante de conflits à la CSDM», a déclaré Mme De Courcy devant la commission Bouchard-Taylor. Même les 23 % de demandes rejetées n'engendrent pas de remous particuliers, dit-elle, «parce que ça a été discuté avec les parents. Il ne nous est jamais arrivé d'avoir une décision contestée à la Commission des droits de la personne. Ça veut dire que le dialogue est à la base de tout».

Étonnamment, c'est la fête de l'Halloween qui a suscité le plus de demandes d'ajustements. «Il y a beaucoup de témoins de Jéhovah, notamment, dont les enfants ne peuvent pas fêter l'Halloween. (...) Très souvent, les parents vont garder leurs enfants à la maison, et c'est leur droit», a expliqué la présidente la CSDM.

Cependant, certains types d'accommodement pourraient finir par créer de réelles tensions, à telle enseigne que Mme De Courcy demande au gouvernement de les interdire. Ainsi, le port de la burqa, du niqab, ou de tout autre couvre-chef empêchant l'identification d'une personne devrait être proscrit, selon elle. «Ce sont des demandes que nous recevons. (...) Mais) en éducation, c'est la base : il faut pouvoir se reconnaître», justifie Mme De Courcy.

Elle réclame également de prohiber les locaux de prière dans les écoles, qui sont censées être laïques, et de faire cesser la pratique qui consiste à payer des congés supplémentaires au personnel pour des raisons religieuses. Cette façon de faire a cours au Québec depuis que la Cour suprême du Canada a statué, en 1994, que le calendrier de la commission scolaire de Chambly, qui honore quelques fêtes chrétiennes, était discriminatoire pour trois employés de religion juive.

«Force est de constater qu'aucun calendrier de travail n'est en mesure de respecter l'ensemble des rites religieux, d'où le sentiment d'iniquité ressenti par des employés», maintient la CSDM dans son mémoire.

D'autres demandes d'accommodement ont été rejetées pour des motifs de sécurité, comme celle de parents musulmans qui voulaient que leur fille puisse doubler son hijab d'un matériau ininflammable dans un cours de chimie où elle devait manipuler un brûleur Bunsen. La jeune fille a dû retirer son foulard.

Dans une autre CS de Montréal qui a témoigné hier devant les commissaires Bouchard

et Taylor, la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), la notion de socialisation des jeunes a aussi été invoquée. Son président, Yves Sylvain, a déclaré à propos de la burqa et du niqab qu'ils pouvaient «enfermer l'individu dans sa différence».

M. Sylvain a lui aussi affirmé que les accommodements raisonnables, fort nombreux dans sa CS — dont certaines écoles comptent plus de 70 % d'élèves nés hors du Canada —, ne causaient pas de problèmes particuliers.



Wednesday » November
28 » 2007

Trustee wants to try school uniforms

Brockington urges councils to find out if schools open to one-year trial

Joanne Laucius

The Ottawa Citizen

Wednesday, November 28, 2007

A public school trustee has asked the Ottawa Carleton Assembly of School Councils to find out if there is interest in a one-year test of school uniforms at two or three schools.

Riley Brockington wants the council to ask its approximately 125 members if there is interest in participating.

Mr. Brockington said the public school board requires 85 per cent of families to agree before uniforms are introduced at a school. However, no school has taken the step.

Although there has been a lot of informal talk about uniforms -- school council chairs and one principal have brought up the idea with Mr. Brockington -- it has not been on the school board's agenda, he said.

"I'm trying to break the ice and get the issue out there. The whole intent is to throw it out there and get feedback from the grassroots," said Mr. Brockington, who expects to compile the responses to his request by the end of February.

The subject proved controversial at the Ottawa Catholic School Board in 2000, when St. Matthew High School in Orléans decided to introduce uniforms. Among the issues was the fact that while 78 per cent of those who voted were in favour of uniforms, only about 35 per cent of eligible parents had voted. Some parents threatened to remove their children from the school unless it approved an opt-out option, but the school went ahead with the plan.

There are advantages to uniforms, Mr. Brockington says. These include avoiding the daily struggle of deciding what to wear, preventing gang-related or distracting clothing and identifying people who are not part of the school community.

Among the disadvantages are the cost of uniforms for families who can't afford them, enforcement problems and questions about infringing a child's freedom of expression.

In the fall of 2005, Mr. Brockington did a survey on the issue in his area, Zone 11, which sprawls from Carling Avenue in the west to Bronson Avenue in the north and the Hunt Club area in the southeast.

He sent out 4,800 surveys, including 3,400 that were sent home from schools with students. Only 314 surveys were returned, about three quarters of them from families with at least one child in the school. The rest were from people who didn't have children in school.

Of the respondents, slightly more than half said the board should introduce uniforms. But when only families with children were considered, only about 42 per cent were in favour. Of the 84 respondents who didn't have children in schools, almost three-quarters were in favour of uniforms.

Public school board vice-chairwoman Lynn Scott said Fitzroy Centennial Public School in Kinburn came close to implementing a uniform policy a few years ago, but didn't get enough parental support.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

Madame Sarah and the mystery of reading

The Grade 1 teacher still seeks the key to unlock the secret world of words for pupil struggling to read

Andrew Duffy

The Ottawa Citizen

Wednesday, November 28, 2007

Madame Sarah interrupts her morning tour of Grade 1 to issue another reminder to her pupils.

"Boys and girls," she says, "if you read the instructions, then you will know what to do and how to do it properly."

The final month of the school year finds Madame Sarah's class being introduced to the more demanding academic world of homework, grammar and story structure.

Today, the class is reviewing a homework sheet, which asks pupils to circle the action word in simple sentences, such as, "The dog barks;" "The bird flies;" "A fish swims." Few have managed the exercise successfully, so Madame Sarah has asked them to make a second attempt.



CREDIT: Rod MacIvor, The Ottawa Citizen
Grade 1 teacher Sarah Aikman, who is teaching her pupils to read, says she worries about the long-term consequences for those who are slow to learn reading skills.

But the concept of reading to learn is novel in Grade 1, where so much time has been spent learning to read.

"This is practice," Madame Sarah explains to students mystified as to why she won't tell them what to do, "to see if you are paying attention to the instructions."

"You can't start doing something without understanding what you have to do. And that's why we're practising reading instructions."

Madame Sarah often reminds her pupils now that Grade 2 -- Grade 2! -- is waiting for them on the far side of the summer. She makes it clear that Grade 2 -- Grade 2! -- will be a much more serious affair. The class goes quiet at its very mention, like amateur climbers listening to old stories of Everest.

For many pupils, however, Grade 2 promises to be more familiar than they could ever imagine. They don't know it yet, but some will likely have the same teacher next year.

Madame Sarah has been told that she will have to teach a split class of Grade 1 and Grade 2 pupils next year since York Street's enrolment is projected to decline again. It means Madame Sarah could face a classroom next year with an even larger spectrum of academic abilities.

"I cross my fingers that doesn't happen," she says. "That worries me because it makes it harder when they need so much."

Madame Sarah already faces a broad spectrum of ability in her class of 20 pupils. Four are still decoding letters and words. Four others are just below the expected reading level for Grade 1: mostly they need to practise scanning several words at a time -- Madame Sarah tells them to "scoop up" words -- to give their reading more fluidity.

But the majority of her class, a dozen pupils, will graduate as full-fledged readers.

In her first year as a Grade 1 teacher, Madame Sarah, for many months, found it hard to conceive how her six-year-olds could learn to decode words and sentences and paragraphs.

Yet that very miracle unfolded before her eyes.

"I've had moments," she says, "when I've looked out when we're reading together, and whoosh, their eyes are peeled: I'm really excited about those moments."

While awed by the journey of her readers, Madame Sarah is also intrigued by those who have struggled to decipher words and sentences. "It's sometimes a miracle to me that they didn't get it because I've repeated it so many times," she says wryly.

But her point is serious: she is still seeking to uncover what as-yet-undiscovered key will unlock the secret of words for each pupil still struggling to read. Is there a trick they have yet to understand? Is there something that stands in the way of their reading?

Madame Sarah is constantly asking herself questions: "Is it tactile? Does he have to listen better? Does he have to look at his mouth? What can I do to get him there?"

Becoming a reader is the most significant milestone in the primary division, one that offers untold possibilities to each pupil who attains the mark. Research suggests those who read well in the early grades will be more successful in later years.

Of course, that research also has an unhappy corollary: that those pupils who have not become fluent readers by the end of Grade 3 may remain behind their classmates through their entire school careers. Since reading opens the door to learning about math, science, history and geography, there's much at stake in the first three years of school.

"The consequences of a slow start in reading become monumental as they accumulate exponentially over time," concludes one study.

Madame Sarah is all too familiar with those gloomy predictions. "I think that's what keeps me up at night," she says. "Not because I think it stops in Grade 1. But because I feel if I don't fill them up enough with opportunities now, then they're just a little bit behind that curve when they go to Grade 2, and it's that much harder to move forward at that point. I really worry about that."

At York Street, teaching is always complicated by the transience of the student population. Madame Sarah's class, for instance, has had four pupils leave while four others arrived halfway through the school year.

It means teaching here can be an enterprise conducted on shifting sands. Madame Sarah has had to constantly revisit old ground with her new and returning pupils.

Some pupils, such as the Little Prince, have left school to travel with their families. His departure, when combined with the maturation of other pupils, has rendered her class remarkably calm.

There have also been some strategic interventions. Madame Sarah met with the immigrant parents of one boy, Jason, whose attention wandered so relentlessly that she worried he would never buckle down and read.

Madame Sarah told Jason's parents that they must tell him why he's in school.

"He has to know from you that you think it's important that he's here," she told them.

She even gave them the language to use with their son: "You're here and your job is learning. This is what you do. This is what Mummy does, that's her job. This is what Daddy does, that's his job. Mummy and Daddy want you to do your job."

Jason was presented with a common message from his parents, his teacher and his principal: It's time to engage.

Madame Sarah has been happy with the result. Jason has finally displayed real focus. She counts that fact among her successes as a novice Grade 1 teacher. But she's far from satisfied. She plans to take another teaching course this summer -- even though she's dying to travel -- and is already thinking about how to revise her program next year.

She intends to put earlier emphasis on the need to recognize patterns and to understand sequencing: how to discern the beginning from the middle and end of stories. She intends to get mirrors for everyone so that they can watch their mouths form specific sounds. She also wants to spend more time solidifying the alphabet, the sounds letters make and the mouth shapes associated with those sounds.

"I would do that right from the get go," she says. "I would do it earlier and harder, teach harder on it. Because I made assumptions about what they were coming equipped with."

In front of the class now, in the final month of school, Madame Sarah finishes reading a story about Clifford the Big Red Dog and his birthday party.

She assigns pupils to retell the story in their workbooks in an exercise devoted, like many in Grade 1, to instilling the narrative form of beginning, middle and end.

But she interrupts her pupils 10 minutes into their work. She reiterates for the thousandth time -- two thousandth time? -- the need to capitalize the first letter in every sentence, and the need to put a period at the end of each one.

This is the cross that all Grade 1 teachers must bear: the need to remind pupils about the fundamentals of reading and writing, again and again, to the point of exhaustion.

For Madame Sarah, it's one of the wonders of Room 111: how her pupils can learn to decode letters and words fast enough to read, but are still unable to remember to put a dot at the end of a sentence.

"I find them fascinating," says Madame Sarah, "but sometimes I'm boggled by them a little bit. And I wonder sometimes if other Grade 1 teachers are, too."

aduffy@thecitizen.canwest.com

How you can help

Until Saturday, skates and helmets for the York Street school skate and helmet depot can be dropped off at the security desk of the Citizen, 1101 Baxter Rd.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

canoe network ... **cnews**

November 28, 2007

All-day kindergarten plan gets A+ from education expert

By **DONNA CASEY**, SUN MEDIA

A provincial plan to introduce full-day junior and senior kindergarten will give "enormous payoffs" for children, says a local education expert.

Putting children in full-time schooling before Grade 1 will help youngsters exploit their natural tendency to soak up new knowledge and experiences, said Judith Robertson, professor of education at University of Ottawa.

"They are probably learning more quickly and more efficiently than we ever do again in our lives," said Robertson of four- and five-year-olds' thirst for learning.

"There's a tremendous natural curiosity and openness and to be able to work with that and respond to that is a marvellous thing," said Robertson, adding teachers can assess young children's readiness for social activity, solitary tasks and rest.

Premier Dalton McGuinty announced yesterday that Ontario will start to phase in full-day learning for four- and five-year-olds in 2010.

The promise will expand full-day learning for about 250,000 of Ontario's youngest students and will be phased in with a \$200-million budget in 2010 and increased to \$300 million the next year.

The premier also appointed Dr. Charles Pascal, chairman of the Education Quality and Accountability Office, to study the issue and recommend the best ways to implement full-day junior and senior kindergarten in Ontario.

In the Ottawa area, students in junior and senior kindergarten at both English-language boards attend half-day classes while students at the city's French Catholic board already attend full-day classes.

Spokeswoman Roxanne Deevy said the French Catholic board offers the full-time program to help students retain their French-language skills, which are often challenged at home where English is the predominant language.

Family fights to keep daughter alive

A costly experimental drug may be Renee Stocks' 'only hope' and with the financial burden increasing, a fundraiser has been planned to help, writes Jessey Bird.

Jessey Bird

The Ottawa Citizen

Wednesday, November 28, 2007

Four-year-old Renee Stocks is fiddling with a poster she made. The brightly decorated page has the word "Moose" written across the top.

"I named myself that!" the energetic child exclaimed as she pointed to the page.

"Why?" encouraged her mother, Brenda.

"Because they are strong," smiled Renee.

"And who else is strong?" asked Mrs. Stocks, stroking Renee's hair.

"Me," said Renee firmly.

The Stocks family is currently struggling, financially and emotionally, to keep their young daughter alive.

Renee has a very rare condition called Glutaric Acidemia Type II, a metabolic disorder that destroys her ability to digest and break down protein and fat. Because her body isn't processing enough fat, she has also been diagnosed with another condition called Leukodystrophy, which is leading to the slow deterioration of some brain functions.

Though Renee has been in and out of hospital since she was six months old, the first sign of the loss of brain function came in June, when Renee had three seizures in two weeks.

"As her brain function decreases, she will start to have problems with her speech, problems with her motor skills, hearing, vision and ability to swallow," said Mrs. Stocks, choking back tears.

"She does look perfect, but at the end of the day, my job is to prevent her from becoming a vegetable."

The Stocks family lives in



CREDIT: Jean Levac, The Ottawa Citizen

Brenda Stocks and her family are struggling to afford medication for their daughter, Renee, 4, who has a very rare condition called Glutaric Acidemia Type II, that is destroying her ability to digest and break down protein and fat.

Barrhaven. Mrs. Stocks' husband, Andrew, is an Ottawa paramedic, and their son, Zachary, is nine years old.

Renee must eat every four hours, so at night she is fed through a tube in her stomach, and she recently underwent three root canals, had three crowns and three fillings on her rapidly decaying teeth.

Because Renee is too fragile to attend school, Mrs. Stocks stays home to take care of her.

"We don't know if it is going to be tomorrow or a year from now," said Mrs. Stocks. "She could die from something as simple as pneumonia."

But keeping Renee alive comes at a high cost, and in what Mrs. Stocks calls her "only hope," the family has recently decided to try an experimental drug they must import from Britain.

The neurological drug, L-3 Hydroxybutyrate, has not been approved in Canada, so it is not covered by insurance. As a result, the family expects the first round of treatment could cost as much as \$200 a day -- though if they can order it in larger quantities, they may be afforded a discount. Right now, it appears it will cost more than \$70,000 a year, just for the medicine.

But this is not the only high cost.

Food that is appropriate for Renee's low-protein, low-fat, high-carbohydrate diet has to be ordered from Toronto's Hospital for Sick Children and 500 grams of pasta costs about \$18.

On one income, the costs have become too much to bear, and the family has taken out a line of credit at their bank.

"It is very hard for me to even talk about this, because this is not me," said Mrs. Stocks. "I don't want to ask people for help."

But a nearby Shoppers Drug Mart is hoping it might be able to assist the family by holding a "Princess Renee Gala" at noon tomorrow. The store, at 3781 Strandherd Dr. in Barrhaven, will charge \$10 a ticket and will provide makeovers, mini-manicures, prizes and gift baskets. All of the proceeds will go to the family.

"The expense is \$73,000 a year and that is a lot of money," said Helen Phelps, store manager. "But if you had a child and you thought OK, this pill may cure her ... would you not try?"

An account has also been set up at the TD Canada Trust at Barrhaven Marketplace. Donations can be made to account number 2831-6349738.

Mr. Stocks said he is grateful the community is trying to come together to help.

"I'm not the type to ask for anything and I try to keep it to myself," said Mr. Stocks. "But it is incredible the number of people who have shown support."

"How much do I love you?" Mrs. Stocks asked Renee.

"To the moon and back," smiled Renee.